



Groupe Hospitalier Rance Emeraude

1 rue de la Marne
35400 - SAINT-MALO

Accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire de travaux

Appel d'offres ouvert













**Accord-cadre de travaux courants sur les sites
hospitaliers du Groupe Hospitalier Rance Emeraude**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de remise des offres :

15 octobre 2025 à 16h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Accord-cadre à marchés subséquents mono-attributaire de Travaux</p> <p>Objet : Accord-cadre de travaux courants sur les sites hospitaliers du Groupe Hospitalier Rance Emeraude</p>
	<p><u>Acheteur :</u></p> <p>Groupe Hospitalier Rance Emeraude 1 rue de la Marne 35400 - SAINT-MALO</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Travaux.</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 15 lots. Un lot équivaut à un marché.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p>https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune négociation n'est prévue.</p>
	<p>La réunion de présentation des sites est conseillée.</p>
	<p>Les informations concernant les variantes sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 45454000-4 : Travaux de restructuration</p>

Sommaire

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1.	Objet de la consultation	4
1.2.	Codes CPV.....	5
1.3.	Durée.....	6
ARTICLE 2.	DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	7
3.1.	Procédure de passation.....	7
3.2.	Allotissement.....	7
3.3.	Renseignements complémentaires.....	7
3.4.	Réunion de présentation des sites.....	7
ARTICLE 4.	PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE.....	8
4.1.	Dossier de candidature	8
4.2.	Sous-traitance	9
4.3.	Groupements d'opérateurs économiques.....	10
ARTICLE 5.	PRÉSENTATION DE L'OFFRE	10
5.1.	Présentation du dossier d'offre.....	10
5.2.	Variantes	11
5.3.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	11
5.4.	Délai de validité.....	11
ARTICLE 6.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	12
ARTICLE 7.	MODALITÉS DE REMISE DES PLIS.....	12
ARTICLE 8.	ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	13
ARTICLE 9.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	15
ATTESTATION DE PARTICIPATION A LA REUNION DE PRESENTATION DES SITES		16

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet de la consultation

Objet des travaux : Accord-cadre de travaux courants sur les sites du Groupe Hospitalier Rance Emeraude.

La présente consultation a pour objet les travaux courants sur l'ensemble des sites propriétés du GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE (GHRE) et sur d'autres biens à l'usage du GHRE.

Principaux lieux d'exécution :

- SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - Site Broussais, 1 rue de la Marne, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - Hôpital du Rosais, 78 boulevard du Rosais, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - EHPAD La Haize, 20 rue des Tintiaux, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - Résidence La Briantais, 7 Chemin du Vaugarni, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT-MALO - Centre de Santé Mentale "Yves Pélicier", 14 rue Alain Lefort, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - EHPAD des Corbières, 10 rue de la Fontaine, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP Psychiatrie Adultes La Chamade, 48 rue de la Gare, 35800 DINARD
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP Psychiatrie Adultes Dol, 16 rue Pierre Séward, 35120 DOL DE BRETAGNE
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP Psychiatrie Adultes, 8 impasse des Chataigniers, 35270 COMBOURG
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - CMP pour enfants et Adolescents - Baguer, 5 rue de Paris, 35120 BAGUER PICAN
- SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO - HDJ Le Môle, 7 rue Ernest Renan, 35400 SAINT-MALO
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - RENÉ PLEVEN, 74 rue Chateaubriand, 22100 DINAN
- SITE HOSPITALIER DE DINAN – USLD Les Malorines, 74 rue Chateaubriand, 22100 DINAN
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - EHPAD Maurice Peigne, 3 rue des Alouettes, 22100 QUEVERT
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - EHPAD Jardin Anglais, Rue Victor Basch, 22100 DINAN
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - CSAPA, 33 bd de l'Europe, 22100 DINAN
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - UCP, 3 rue du Vent d'Autan, 22100 TADEN
- SITE HOSPITALIER DE DINAN - Archives, Rue des Alizés, 22100 TADEN
- SITE HOSPITALIER DES PRÉS BOSGERS, 3 rue des Prés Bosgers, 35260 CANCALE.

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

- Lot n°1 - "Travaux de désamiantage",
- Lot n°2 - "Travaux de VRD / gros oeuvre",
- Lot n°3 - "Travaux de zinguerie / charpente / couverture",
- Lot n°4 - "Travaux d'étanchéité",
- Lot n°5 - "Travaux de menuiseries extérieures",
- Lot n°6 - "Travaux de menuiseries intérieures et agencement",
- Lot n°7 - "Travaux d'électricité",
- Lot n°8 - "Travaux de plomberie",
- Lot n°9 - "Travaux de chauffage / ventilation / climatisation",
- Lot n°10 - "Travaux de calorifugeage",
- Lot n°11 - "Travaux de peinture",
- Lot n°12 - "Travaux de revêtements de sols",
- Lot n°13 - "Travaux de serrurerie",
- Lot n°14 - "Travaux de détection incendie",
- Lot n°15 - "Travaux liés aux installations de gaz médicaux".

PRESENTATION DE L'ACHETEUR

GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE

www.cht-ranceemeraude.fr

Autorité compétente :

Madame Céline LAGRAIS, Directrice Générale du GH Rance Emeraude

Service chargé de la procédure :

Direction du Pool Ressources Logistiques, Techniques et Grand Projet

1, rue de la Marne - 35403 SAINT-MALO Cedex

En complément des dispositions de l'article 3.3 du CCAG Travaux, la mission de maîtrise d'œuvre sera assurée soit en interne au GHRE soit en externe au GHRE.

Le/ la Conducteur de travaux ou la/la chargé(e) d'opérations du GHRE sera le représentant du GHRE sur site. Il est rattaché à la :

Direction du Pool Ressources Logistiques, Techniques et Grand Projet

1, rue de la Marne - 35403 SAINT-MALO Cedex

Il aura notamment pour mission de surveiller le bon déroulement des travaux, conformément à la réglementation, aux règles de l'art et au présent marché. Il alertera le GHRE en cas de non-respect du planning et ou de demande de plus-et moins-value.

S'il n'y a pas de maître d'œuvre désignée, il effectuera la mission de maîtrise d'œuvre, notamment la coordination avec les autres lots techniques ou d'éventuelles autres opérations du GHRE.

1.2. Codes CPV et estimations

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 45454000-4 - Travaux de restructuration

Code(s) CPV secondaire(s) :

Lot n° 1 : Travaux de désamiantage – Estimation 250 000 € HT par an

45262660-5 - Travaux de désamiantage

Lot n° 2 : Travaux de VRD / Gros Oeuvre – Estimation 473 400 € HT par an

45223220-4 - Travaux de gros œuvre

Lot n° 3 : Travaux de Zinguerie - Charpente - Couverture – Estimation 85 050 € HT par an

45261000-4 - Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes

Lot n° 4 : Travaux d'étanchéité – Estimation 46 000 € HT par an

45261420-4 - Travaux d'étanchéification

Lot n° 5 : Travaux de menuiseries extérieures – Estimation 94 200 € HT par an

45421000-4 - Travaux de menuiserie

Lot n° 6 : Travaux de menuiseries intérieures et agencement – Estimation 202 650€ HT par an

45421000-4 - Travaux de menuiserie

Lot n° 7 : Travaux d'électricité – Estimation 169 800 € HT par an

45311200-2 - Travaux d'installations électriques

Lot n° 8 : Travaux de plomberie – Estimation 42 550 € HT par an

45330000-9 - Travaux de plomberie

Lot n° 9 : Travaux de Chauffage - Ventilation – Climatisation – Estimation 99 300 € HT par an

45331000-6 - Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

Lot n° 10 : Travaux de calorifugeage – Estimation 75 000 € HT par an

45321000-3 - Travaux d'isolation thermique

Lot n° 11 : Travaux de peinture – Estimation 25 100 € HT par an

45442100-8 - Travaux de peinture

Lot n° 12 : Travaux de revêtements de sols – Estimation 58 050 € HT par an

45432130-4 - Travaux de revêtements de sols

Lot n° 13 : Travaux de serrurerie – Estimation 49 400 € HT par an

44316500-3 - Serrurerie

Lot n° 14 : Travaux de détection incendie – Estimation 75 000 € HT par an

45343200-5 - Travaux d'installation de dispositifs d'extinction d'incendie

Lot n° 15 : Travaux d'installation de gaz médicaux – Estimation 75 000 € HT par an

24111500-0 - Gaz médicaux

1.3. Durée

Les clauses qui suivent sont valables pour chaque lot technique.

Durée du marché d'accord-cadre :

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois. C'est-à-dire que des bons de commande peuvent être émis pendant cette période de 12 mois, y compris le dernier jour. Les marchés subséquents ne peuvent être conclus que durant cette période de validité de l'accord-cadre.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être passée.

Si le maître d'ouvrage ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure. Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

Prestations similaires :

Les lots pourront faire l'objet de prestations similaires.

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le Bordereau de prix unitaires et forfaitaires par lot
- Règlement Consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) Commun à tous les lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) spécifique par lot
- DC1 – Lettre de candidature
- DC2 – Déclaration du candidat individuel
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite

de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, étant donné que l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles, il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents avec un seul participant dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7, R. 2162-8 et R. 2162-10 du code de la commande publique.

Préalablement à la conclusion des marchés subséquents, le maître d'ouvrage peut demander par écrit au titulaire de compléter son offre.

Conformément à l'article R.2162-2 du code de la commande publique, l'accord cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

3.2. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

Le maître d'ouvrage ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

3.3. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

3.4. Réunion de présentation des sites

Une réunion de présentation de l'ensemble des sites du GHRE est prévue :

- Le jeudi 11 septembre 2025 à 10h30 sur le site hospitalier de St MALO - Bâtiment A - RDC - Salle Broussais

Cette réunion n'est pas obligatoire mais conseillée.

Les candidats s'inscriront au préalable via la messagerie de la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Cette réunion de présentation doit permettre aux candidats de collecter toutes les informations utiles à la rédaction de leurs propositions. À l'issue de la réunion, un compte-rendu sera établi et mis à disposition sur la plateforme PLACE.

Attention : Lors de cette réunion de présentation, les candidats pourront poser des questions, mais les réponses seront apportées via la plateforme Place dans un délai maximum de 4 jours ouvrés après la réunion et non pendant la réunion.

Le nombre de personnes, effectuant ces visites, est limité à 2 par entreprise candidate.

Une attestation de présence sera délivrée aux candidats au terme de celle-ci.

ARTICLE 4. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la Commande Publique les candidats produiront à l'appui de leur offre :

- Une lettre de candidature dans laquelle ils attestent sur l'honneur qu'ils n'entrent dans aucun des cas mentionnés ci-dessus, s'il se présente seul ou en groupement, et en cas d'allotissement, les lots sur lesquels portent sa candidature.
Le formulaire DC1 (Annexe 2) peut être utilisé à cet effet.
- Son numéro unique d'identification (SIRET ou SIREN) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique, ou, s'il est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Dans le cas où un candidat entrerait dans l'un des cas d'exclusion indiqués dans les articles susmentionnés, le pouvoir adjudicateur s'appuiera sur les articles L.2141-6 et L.2141-11 pour les suites à donner.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.	Tous les lots

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le maître d'ouvrage peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics:

En application des articles L. 113-13 et D.113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus. Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 5. PRESENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. En cas d'allotissement, le candidat établira un acte d'engagement par lot.
2	Le bordereau de prix unitaire et forfaitaire Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.

3	Le mémoire technique
4	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
5	L'attestation de participation à la réunion de présentation des sites (non obligatoire)
6	Le relevé d'identité bancaire

Le mémoire technique comprendra :

- Les moyens techniques envisagé pour une opération courante,
- Les moyens techniques et humains apportés par le candidat pour garantir sa disponibilité, quel que soit le nombre de marchés subséquents,
- Les effectifs proposés dans le cadre du contrat.
- L'organisation du chantier vis-à-vis des contraintes imposées lors d'une opération courante explicitées notamment par les plans d'installation de chantier, les accès spécifiques pour les ouvriers, les dispositifs d'approvisionnement des matériaux et équipements et d'évacuation des gravats, les dispositions retenues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier, le maintien de la continuité de l'activité, les mesures envisagées pour limiter les nuisances à l'exploitation,
- Les fiches techniques des matériels proposés,

Les offres et les documents justificatifs doivent être rédigés en langue française.

Les candidats sont tenus de libeller leur offre en euros.

Les candidats veilleront impérativement à limiter au maximum le nombre de caractères lors de la dénomination de leurs fichiers.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur n'est pas en capacité de signer électroniquement le marché. Les pièces du marché seront donc signées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur de façon manuscrite lors de la notification.

La signature électronique des candidats n'est donc pas acceptée.

5.2. Variantes

L'accord-cadre ne comporte aucune variante facultative ou obligatoire.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

L'accord-cadre ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 180 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le maître d'ouvrage attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre.

Ces critères d'attribution valent pour tous les lots.

N°	Description	Pondération
		100
1	Prix	60
	<i>Règle de trois; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>	
2	Valeur technique	25
	<i>Les offres sont jugées sur la base du mémoires technique, des fiches techniques.</i>	
2.1	Moyens techniques affectés pendant les travaux pour garantir les délais	10
2.2	Organisation du chantier / Méthodologie	5
2.3	Moyens humains affectés pendant les travaux pour garantir les délais	10
3	Développement durable	15
	<i>La note est attribuée au regard du dossier fourni par le candidat concernant son implication dans le respect de l'environnement (notamment sur les éléments d'achats, le matériel avec des critères développement durable, des déplacements en véhicules électriques..)</i>	

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

ARTICLE 7. MODALITES DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),

- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire dans les 10 jours après la réception de la lettre d'intention de conclure un marché les éléments de preuve suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;

Les documents mentionnés supra doivent être remis au pouvoir adjudicateur tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, dans un délai de 10 jours suivant cette échéance. Si le titulaire du marché et/ou un ou plusieurs membres du groupement ne sont pas en capacité de fournir ces documents mis à jour en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de le résilier.

Les certificats délivrés par les organismes et les administrations compétentes attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-2 du Code de la Commande Publique :

- Une attestation indiquant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
- Un certificat attestant du versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries.

Pour les candidats établis hors de France, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés :

- Une copie de la déclaration de détachement
- Une copie du document désignant le représentant du candidat en France, conforme aux dispositions de l'article R.1262-2-1 du Code du Travail

Pour les candidats en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

Lorsque le candidat emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par lui de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du Travail.

Au titre du code des assurances (article L. 241-1) : une attestation d'assurance décennale (pour les seules entreprises soumises à l'obligation de s'assurer)

Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle

Pour la gestion financière et comptable du marché : un RIB.

Chacun des opérateurs du groupement ou chaque sous-traitant produira les mêmes documents que ceux qui sont exigés du candidat ou du mandataire.

ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFERENDS

En cas de litige, les coordonnées de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Rennes

Tél. : 0223212828

Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:

Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics

Tél. : 0253467983

Email : Paysdll.ccira@direccte.gouv

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal administratif de Rennes

Tél. : 0223212828

Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérécours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.

ATTESTATION DE PARTICIPATION A LA REUNION DE PRESENTATION DES SITES

Dossier : 6-01GH003-2025

Objet : Accord-cadre de travaux courants sur les sites hospitaliers du Groupe Hospitalier Rance Emeraude

Procédure : appel d'offres ouvert

Je soussigné :

représentant du GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE

atteste que :

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

A participé à la réunion de présentation des sites du GHRE le 11 septembre 2025, à 10h30, afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de remettre son offre pour le présent accord-cadre.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,

Pour Groupe Hospitalier Rance Emeraude,

Cette attestation est à compléter, à imprimer, à faire signer lors de la réunion de présentation et à joindre à l'offre.